



HAL
open science

De la peur à la danse du feu ?

Elise Boutié

► **To cite this version:**

Elise Boutié. De la peur à la danse du feu ? : Apprendre à vivre avec le feu après un méga-incendie en Californie du nord. Socio-anthropologie, 2023, Faire et être avec les éléments, 48, pp.49-62. hal-04551110

HAL Id: hal-04551110

<https://hal.science/hal-04551110>

Submitted on 2 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la peur à la danse du feu ?
Apprendre à vivre avec le feu après un méga-incendie en Californie du nord
Elise Boutié

Résumé

Le 8 novembre 2018, le *Camp Fire*, « méga-feu » le plus dévastateur de l'histoire de Californie, détruit l'ensemble de la ville de Paradise et ses alentours dans la Sierra Nevada. Débordées par cet incendie sans précédent, les forces de l'ordre ne parviennent pas à donner l'ordre d'évacuer aux 50 000 habitant·es de la zone qui finissent par fuir dans des conditions traumatiques. Cet article s'intéresse à la façon dont cet événement a affecté le rapport à l'élément feu. Basé sur une enquête ethnographique de sept mois, menée entre 2019 et 2022, il montre que malgré l'héritage historique de la peur viscérale du feu celle-ci est transformée localement par certaines personnes en une relation d'alliance afin d'initier un changement paradigmatique décolonial et empouvoirant.

Mots-clés : feu, méga-feu, incendie, Californie, brûlage contrôlé, laisser brûler.

Abstract

On November 8th 2018, the *Camp Fire*, the most destructive « megafire » of California's history, destroyed the town of Paradise and its surroundings, in the Sierra Nevada. Overwhelmed by the situation, law enforcement agencies weren't able to deliver an evacuation order to the 50 000 inhabitants of that area who ended up evacuating in traumatic conditions. In this article we look at how this event transformed the relation to fire. Based on a seven months ethnographic fieldwork (conducted between 2019 and 2022) we demonstrate that even though the deep-rooted fear of fire is a social and historical construction, local stakeholders transform it into a diplomatic relationship in order to impulse a decolonial and empowering paradigmatic change.

Keywords : fire, megafire, California, prescribed burn, let-burn.

Introduction

Le 8 novembre 2018, l'incendie le plus meurtrier et dévastateur de l'histoire de la Californie (le *Camp Fire*) détruit la ville de Paradise et ses alentours – située dans les premiers contreforts de la Sierra Nevada – forçant plus de 50 000 personnes à évacuer dans des conditions traumatiques. Si ce méga-feu a ravivé la peur du feu, il permet également d'interroger le rapport au feu comme une construction socio-politique et ainsi faire exister d'autres corporalités et façons d'être avec lui.

L'histoire de la transformation du feu en Californie, à travers les institutions en charge de la lutte anti-incendie, a été écrite par des historien·nes (Pyne, 2017 ; Golbal Forest Watch, 2022), tandis que les méga-feux sont devenus un nouvel élément central dans la narration du nouveau régime climatique (Latour, 2015 ; Zask, 2019 ; Rigolot, Dupuy, Pimont, Ruffault, 2020). Les sciences sociales ont, quant à elles, mis en lumière le lien entre suppression des pratiques autochtones liées au feu et accélération des méga-feux sur l'ensemble du continent américain (Pyne, 2017 ; Mistry, Bilbao, Berardi, 2016) – bien que des indigènes aient été employés par le Service Forestier fédéral états-unien (USFS) pour lutter contre les incendies (Fisher, 2000). Enfin, de nombreux travaux portent sur les effets du *Camp Fire* sur les écoles et les hôpitaux (Hamideh, Sen, Fischer, 2021), les populations vulnérables (Chase et Hansen, 2021), la qualité de l'air (Rooney, Wang, Jing, Zhao, Zeng, Seinfeld, 2020), la pollution de l'eau (Odimayoni, Proctor, Wang, 2021 ; Boutié, 2020). En revanche, l'impact de ce méga-feu sur la perception de la forêt et du feu n'a pas encore été étudiée – en dehors de la rhétorique du risque.

Après avoir montré l'ampleur de la peur et du traumatisme causés par le méga-feu, nous verrons comment les politiques forestières fédérales ont participé à la construction socio-politique de la peur du feu à travers un arsenal rhétorique et technique spécifique duquel les pratiques du laisser brûler et du brûlage contrôlé tentent de s'émanciper. À partir d'une enquête de terrain (juin 2019 - janvier 2022) avec participation à un brûlage contrôlé, à des réunions de voisin·es, d'associations, de conseils municipal et comtal, d'entretiens et de discussions informelles, réalisée dans le cadre de ma thèse en anthropologie, il s'agit de comprendre les nouveaux rapports diplomatiques (Morizot, 2016) créés localement.

I. Le *Camp Fire* : traumatisme individuel et collectif

Départ de feu

Le 8 novembre 2018, un peu avant 6 heures du matin, un départ de feu est signalé près de la centrale hydro-électrique de Pulga par l'un des ouvriers en poste ce jour-là. L'information est immédiatement transmise à Ken, pompier-capitaine, qui mobilise son équipe et se rend sur place. L'incendie a démarré au creux d'un vallon rocailleux. Son lieu d'ignition est impossible d'accès. Le capitaine connaît cet endroit : c'est ici que démarre la plupart des incendies de la région – 103 ces vingt-cinq dernières années¹. Il s'agit du Jarbo Gap, une singularité topographique du comté. C'est là que le long canyon de la rivière Feather s'ouvre brutalement, formant un entonnoir et donc un couloir d'accélération de l'air. Les vents qui y soufflent peuvent dépasser les 160 km/h. Derrière le Jarbo Gap, trois collines et, derrière elles encore, deux hauts-plateaux boisés : sur l'un, la ville de Konkow (2 000 habitant·es) ; sur l'autre, à une trentaine de kilomètres à vol d'oiseau, celles de Paradise (27 000 habitant·es) et de Magalia (12 000 habitant·es). Ces hauts-plateaux et leurs plus de 40 000 habitant·es sont directement menacés lorsqu'un feu se déclare au Jarbo Gap.

Aucun ordre d'évacuer n'a été délivré

Une fois sur place, le capitaine Ken comprend que l'incendie est puissant. Cependant, il ne parvient pas à lire clairement la situation : l'intensité et la rapidité avec laquelle les flammes se déplacent ne ressemblent ni aux schémas appris, ni aux incendies rencontrés. Il appelle des renforts. Bob est l'un d'eux. Pompier-chef de bataillon, il revient sur ce jour, en janvier 2022, et dit avoir tout de suite senti la gravité de la situation : « Elle [la colonne de fumée] s'écroulait sur elle-même tellement elle était penchée, poussée par le vent. C'est dire à quel point le vent était dingue ce jour-là. J'avais jamais vu ça... et j'ai tout de suite compris qu'on était très mal... C'était terrible ».

Responsable autant que Ken, Bob raconte qu'il lui est très difficile de prendre des décisions de façon sereine sous cette imposante colonne de fumée qui ne cesse de grossir. Les trois radios branchées à celle de son pick-up reliées à différents centres de commandement ne cessent d'émettre des signaux et de transmettre des informations souvent contradictoires. Ses téléphones professionnel et personnel sonnent eux aussi en permanence. La sur-sollicitation des appareils l'empêche de penser :

C'était ... comment dire ? Juste impossible de se concentrer. J'avais la tête qui bourdonnait. Et toutes ces radios... les téléphones aussi, tout sonnait en même temps. J'avais pas une seconde de silence... Toujours du bruit, des « bip bip » dans tous les sens. Comment tu veux que j'arrive à prendre une décision là-dedans ?! Et je pensais à mes enfants. Là, je me suis dit qu'il fallait vraiment qu'ils évacuent. Et j'avais décollé de la maison sans appeler leur école. Avec mon téléphone perso, j'appelle ma femme et je

1 Information transmise par Bob G., pompier et chef de bataillon.

lui dis que là c'est grave, il faut évacuer, mais elle me croit pas, elle dit que j'exagère. Là... je m'en veux... mais je lui ai raccroché au nez... je pouvais pas entendre ça avec tout ce qu'il se passait autour de moi.

En moins d'une heure, le *Camp Fire* est devenu un « méga-feu ». Selon la philosophe Joëlle Zask, le terme « méga-feu » employé pour la première fois en 2013 par Jerry Williams, responsable de l'USFS n'est pas scientifiquement rigoureux mais « il met en exergue le fait que les feux de forêts ont acquis un comportement que les spécialistes et les riverains qui en sont victimes n'avaient jamais observé dans le passé² ». C'est exactement ce qu'il se passe avec le *Camp Fire*.

Les pompier·es sont débordé·es par l'incendie. Pourtant, aucun ordre d'évacuation n'est donné, alors que nombre d'habitant·es appellent le 911 (numéro d'urgence) pour savoir s'il est nécessaire de fuir car iels voient une épaisse fumée noire se rapprocher à vive allure de leur ville et des cendres tomber en pluie fine.

Évacuer au milieu des flammes

Dès 8 heures, il est attesté que le feu a atteint Paradise (Johnson, 2021). Cependant, toujours aucun ordre d'évacuation. Or, les flammes avancent vite et se nourrissent des combustibles qui peuplent la ville (voitures, stations essence, bonbonnes de gaz, maisons en ossature bois, etc.). En moins de quatre heures, l'ensemble de la ville est détruit par le *Camp Fire*. Pris·es au dépourvu autant par la rapidité de son avancée – évaluée à un stade de foot par seconde – que par l'absence d'informations quant à l'urgence de la situation, les habitant·es de la ville évacuent trop tard. Comme Susan – habitante de Paradise depuis le début des années 2000 et rencontrée en 2019 – la plupart n'a évacué qu'aux alentours de 11 heures, soit trois heures après que les premières flammes aient atteint la ville.

Alors que Paradise avait un plan d'évacuation d'urgence destiné à éviter un effet d'engorgement sur la route, ce plan n'a pas été mis en application et c'est l'effet inverse qui s'est produit : entre cinq et huit heures ont été nécessaires pour quitter le haut-plateau, là où, d'ordinaire, il faut à peine plus d'un quart d'heure. Par ailleurs, si l'incendie a détruit Paradise en quatre heures, ses flammes, quant à elles, sont restées vives et puissantes durant plusieurs jours. L'évacuation s'est donc faite au milieu du feu et les récits sont marqués de l'expérience traumatique de voir brûler sa ville tout en étant pris·es au piège des flammes. En 2022, lors de mon dernier séjour sur le terrain, nombreux·ses sont celles et ceux qui souffrent encore de stress post-traumatique (perte ou troubles de la mémoire, chute de cheveux, bégaiement, insomnies, pensées obsessionnelles, paranoïa en milieu forestier, etc.) causé par cette évacuation.

Dans ce contexte, le feu, en général, et l'incendie, en particulier, deviennent des phénomènes que le collectif, qu'ils ont perturbé et dont ils ont détruit le lieu de vie, appréhende négativement. Hanté·es par ce qui a été vu et vécu le 8 novembre 2018, les habitant·es de Paradise construisent et entretiennent collectivement une peur viscérale du feu.

Le feu, un impensé autant qu'un ennemi

Malgré la destruction de 200 maisons à Paradise en 2008 par un précédent incendie, malgré le départ de 103 feux au Jarbo Gap depuis le début des années 2000, malgré l'élaboration d'un plan d'évacuation d'urgence, malgré la dense forêt de conifères peuplant ces hauts-plateaux et malgré l'état de sécheresse historique de la Californie, la possibilité qu'un incendie détruise la ville ne semblait pas être une réalité probable pour les habitant·es que j'ai rencontré·es.

Ward, résident de Paradise depuis plus de vingt ans, n'avait jamais cru qu'un tel événement puisse arriver. Susan non plus. Tandis que Ward soutient l'ancien président Donald Trump et

2 Zask J. (2019), *Quand la forêt brûle. Penser la nouvelle catastrophe écologique*, Paris, Premier Parallèle, p. 17.

partage son idée selon laquelle le réchauffement climatique serait une théorie, Susan est électrice de Bernie Sanders et se définit comme une « hippie écolo » préoccupée par l'accélération des changements climatiques. Au-delà des étiquettes politiques, et des idéologies qui leur sont affiliées en termes de rapport à l'environnement, Susan et Ward partagent une incrédulité face à la probabilité que le risque se réalise. Loin du « catastrophisme éclairé », théorisé par Jean-Pierre Dupuy (2002) pour qui il faut s'attacher à tenir le probable pour réel afin qu'il n'advienne pas, à Paradise, un certain état de dé-réalité, proche du déni, domine.

Or, avec le *Camp Fire*, la façon dont risque et incendie sont appréhendés a été bousculé.

Ward a l'intention de reconstruire sa maison à l'endroit où elle a brûlé. Mais il compte apporter un soin particulier au choix des matériaux ainsi qu'à l'aménagement du jardin, car, dit-il, « on n'est pas à l'abri d'un autre feu et je ne perdrai pas une deuxième maison dans un incendie ». Il agit dorénavant en fonction de cette éventualité afin qu'elle n'arrive pas. Meryl, une habitante de Paradise, affirme, en 2019, n'avoir pris au sérieux aucun des départs de feux survenus au Jarbo Gap, évacuant parfois, mais toujours avec la conviction de retrouver sa maison. En 2021, au contraire, elle est persuadée que Paradise ne sera pas la dernière et seule ville à « être rayée de la carte suite à un incendie ». Depuis le *Camp Fire*, le risque a ainsi changé de statut aux yeux de celles et ceux qu'il a pourtant toujours menacés : d'une possibilité lointaine, il est devenu réel.

Cela n'affecte pas que les victimes de l'incendie mais aussi les institutions en charge de la protection contre les risques. Bob, le pompier-chef de bataillon impliqué dans la gestion des événements du 8 novembre 2018, raconte que, depuis, son service est en « mode gestion de crise » chaque jour de l'année. Il n'y a plus de saison des incendies (de début mai à l'entrée de l'automne) dans le comté de Butte : en décembre 2021, le service des pompier·es est en état d'alerte constant et maximal. La ville de Paradise a donc augmenté son budget et recruté de nouveaux personnels. De son côté, le comté sollicite, auprès de l'État fédéral et de Californie, des aides financières exceptionnelles. Le risque incendie s'institue en priorité d'État.

Si la mise au centre de la question des incendies répond au choc et à l'ampleur des dégâts causés par le *Camp Fire*, elle découle aussi de l'histoire environnementale états-unienne et californienne, coloniale et militaire, dans laquelle le feu est considéré comme un ennemi car il menace l'intégrité du territoire et, donc, de la nation (Pyne, 2017).

II. Supprimer le feu : pour quoi ? pour qui ?

Revenons aux premières politiques de suppression des feux de forêt en Californie afin d'abord de comprendre comment elles ont construit un rapport socio-politique particulier au feu, pour ensuite être réactivées après le *Camp Fire* dans le comté de Butte.

The 10 am policy : en guerre contre le feu

En Californie, il existe un phénomène particulier : les tempêtes estivales de foudre, appelées *thunderstorms*. Résultat de phénomènes physiques particuliers liés aux fortes températures et au réchauffement tant du sol que de l'air, ces tempêtes sont des orages sans pluie qui éclatent dans la Sierra Nevada. En frappant le sol, la foudre provoque de nombreux départs de feux. Ceux-ci sont considérés comme « naturels ». Ces feux-là étaient connus des populations autochtones et intégrés à leur mode de vie (Hankins, 2008, 2009 ; Anderson, 2005). Or, la conquête militaire, coloniale et génocidaire du territoire par les populations européennes (Dunbar-Ortiz, 2014) a, non seulement, détruit les savoirs et façons d'être avec le feu dit « naturel », mais, surtout, elle a imposé une politique répressive envers tous les départs de feux (Pyne, 2017). Le feu devient un ennemi à combattre et exterminer, au même titre que les populations autochtones qui le côtoient et vivent en

Elise Boutié, « De la peur à la danse du feu ? Apprendre à vivre avec le feu après un méga-incendie en Californie du nord », *Socio-Anthropologie*, 48, p.49-62, 2023.

diplomatie avec lui.

Si cette lutte contre le feu débute avec le XIX^e siècle, elle s'institutionnalise au XX^e siècle, suite à la période dite des « Grands Feux ». Aussi, en 1935, le gouvernement fédéral établit, à travers son Service Forestier, la règle selon laquelle tout départ de feu doit être éteint avant 10 heures le lendemain matin (Pyne, 2017). Plus connue sous le nom de la *10 am policy*, cette règle devient un enjeu national à travers la question de la défense du territoire – celles et ceux en charge d'éteindre les feux s'appellent les « *firefighthers* », c'est-à-dire les « soldats du feu ».

En 1944, à la suite d'une bataille médiatique (Pyne, 2017), le Service Forestier renforce sa rhétorique de lutte anti-feu au moyen d'une mascotte devenue célèbre : *Smokey Bear*. Dans une campagne de prévention reprenant l'imaginaire convoqué par celle de l'Oncle Sam lors de la première guerre mondiale (Capozzola, 2008), l'ours Smokey entend mobiliser les citoyen·nes autour de la question du risque incendie. Affublé des attributs de l'homme des bois (chapeau rigide, pioche, jean, torse nu et velu), l'air courageux et viril, le doigt pointé et le regard franc, Smokey s'adresse au spectateur et lui rappelle son devoir : « Toi seul peut empêcher les feux de forêt ».

De son côté, le département forestier californien, créé en 1885 (soit vingt ans avant l'USFS), précurseur en matière de foresterie, évolue au cours du XX^e siècle pour n'être plus qu'un service de lutte anti-feu. En 2006, il change de nom pour s'appeler CalFire, explicitant ainsi l'unicité de sa mission.

Le feu est ainsi perçu comme une menace intérieure et il devient difficile de le détacher de la construction sociale dans laquelle il est pris. Cette perspective écrase les savoirs et savoir-faire liés au feu, éloigne les humains de la possibilité d'entrer en relation avec lui et de développer un autre rapport à cet élément qui ne soit basé ni sur le rejet ni sur la peur. Face au feu, la réaction attendue, unanime, historiquement acquise, politiquement transmise, s'impose : l'extinction.

Tabou, nuances et rumeur politique du « laisser brûler »

La position officielle de diabolisation du feu n'est pour autant pas supportée unanimement : les relations au feu sont traversées par des moments de cohabitation et discours et pratiques alternent entre radicalité, opposition et nuance quant à la position de l'institution forestière. Ainsi, certains de ses agents considèrent qu'éteindre à tout prix les feux d'origine naturelle est un contre-sens politique et écologique. Selon Steven, l'USFS gagnerait à les « laisser brûler », un idéal à viser sur le long terme, mais qui ne peut s'atteindre si le rapport au feu n'est pas interrogé. Il s'explique :

Pendant des années, on a supprimé tous les feux. On a tout fait pour que jamais ça brûle. Et, maintenant, on se retrouve avec des forêts trop denses, impénétrables, sèches et en mauvaise santé parce qu'aucun feu n'est jamais entré là-dedans. Laisser brûler, ça permet de débroussailler. Mais ça permet aussi à la forêt de rencontrer le feu. Une forêt sans feu, c'est pas normal. Le feu appartient à la forêt. Les indigènes le savaient et ils laissaient brûler. Les forêts étaient pas aussi denses que maintenant, les arbres étaient plus résistants au passage du feu, parce qu'ils le rencontraient plus et c'est grâce à ça. Parfois, il faut laisser brûler.

La politique du « laisser brûler » est héritée de l'arrivée des premiers colons en Californie qui, pensant imiter les pratiques autochtones, laissaient partir les feux. Or, contrairement aux autochtones, laisser brûler se faisait sans stratégie ni vision, ce qui a, au contraire de l'intention initiale, contribué à la fragilisation des forêts. C'est notamment pour répondre à cette situation que l'État de Californie crée son département de foresterie en 1885. Les années 1950-1960 sont, en outre, marquées par l'intervention de chercheurs, dont Harold Biswall, professeur à Berkley, qui militent pour introduire de la nuance à la rhétorique portée par Smokey Bear en faisant reconnaître les bienfaits du feu sur la santé des forêts et la régulation des grands incendies. Des

expérimentations sont menées au sein des parcs nationaux californiens, mais certaines tournent mal et provoquent de larges incendies. Dès le début des années 1970, se servir du feu comme outil de gestion redevient prohibé et l'arsenal de lutte contre le feu est massivement ré-investi (Pyne, 2016).

Dans ce contexte, et après les désastres provoqués par les méga-feux depuis 2018, Steven sait endosser une position dissidente et il est conscient que, pour l'heure, laisser brûler reste tabou. Au-delà, la question des incendies continue d'alimenter des positionnements politiques particuliers. Durant les été suivants le *Camp Fire*, le phénomène des méga-feux ne cesse de prendre de l'ampleur en Californie, en général, et dans le comté de Butte, en particulier. Certains, comme le Dixie Fire (2021), sont d'origine humaine, d'autres sont dus aux *thunderstorms*, comme le North Complex Fire. Résultat d'une tempête de foudre déclenchant vingt-et-un départs de feux le 17 août 2020, ce dernier détruit plus de 129 000 hectares, 2 455 bâtiments et emporte 16 vies humaines. Or, si l'origine de ces deux méga-feux est connue (la chute d'un arbre sur une ligne électrique à tension – la même ligne défectueuse dont la chute a causé le *Camp Fire* –, pour le Dixie Fire ; une tempête de foudre pour le North Complex Fire), des rumeurs circulent quant à la responsabilité du Service National des forêts dans l'ampleur du second.

Ward, survivant du *Camp Fire* accuse ainsi les forestiers d'avoir « laisser brûler » ces feux déclenchés par la foudre. Cette idée est partagée par un certain nombre d'habitantes du comté, alors qu'au sein du USFS, nous l'avons vu, il n'est pas question de laisser brûler les feux. Pourtant, la rumeur circule efficacement dans la région de Paradise. Dans ce territoire conservateur, et pour des victimes des méga-feux, l'accusation de « laisser brûler » revient à dire non seulement que l'USFS sabote sa mission de protection des forêts nationales, mais surtout qu'elle est la preuve qu'il ne faut pas faire confiance aux gouvernements. Considérée comme une faute grave, la rumeur peut enfler, comme y participa un tweet de Donald Trump après le *Camp Fire*³. Silences contraints ou flots de paroles décomplexés entourent l'idée du « laisser brûler », soulignant par-là la complexité et les paradoxes dans lesquels est prise la relation des institutions forestières au feu en Californie.

Si laisser brûler fait donc fortement débat, dès 2019, d'autres voix venues de la société civile s'élèvent en faveur d'un brûlage contrôlé : et si, celui-ci, pratiqué par des particulier·es, permettait, à terme, de laisser brûler ?

Réapprendre à vivre avec le feu

Le brûlage contrôlé : une danse avec le feu

Aujourd'hui, au sein du comté de Butte, la population indigène des Maïdu Medchoopda compte 560 personnes⁴. Ali est l'une d'elles. Depuis plus de dix ans, elle milite pour faire reconnaître et valoir les savoirs écologiques traditionnels (TEK, *Traditional Ecological Knowledge*) de son peuple que la colonisation a opprimé. Depuis 2017, elle expérimente et met en pratique ses connaissances sur un terrain que la ville de Chico lui prête. Là, elle souhaite montrer autant l'efficacité que l'adaptabilité de ce savoir à cet environnement particulier caractérisé notamment par un assèchement de la rivière, une sécheresse sévère et chronique, des températures élevées, une forte urbanisation et des années de gestion municipale sans attention aux écosystèmes.

Ici, elle restaure les rives de la rivière Chico et réintroduit des plantes indigènes, mais une

3 « Il n'y a aucune raison à ces feux forêts massifs, meurtriers et coûteux en Californie, si ce n'est que la gestion des forêts est vraiment médiocre. Des milliards de dollars sont versés chaque année, et tant de vies sont perdues, tout cela à cause d'une gestion déplorable des forêts. Réglez le problème maintenant, ou plus de paiements du gouvernement fédéral ! » (Tweet du 10 novembre 2018 à 9h08, <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/1061168803218948096>).

4 <https://www.mechoopda-nsn.gov/>.

chose lui manque : pouvoir mettre le feu. C'est, en effet, un outil central dans la cosmologie des savoirs autochtones. Il permet la pousse de certaines plantes endémiques – autant qu'il permet l'extinction de plantes invasives –, le maintien d'un sol fertile ainsi que le renforcement de la végétation face au passage du feu. Pour Ali, il est nécessaire de « récupérer le feu volé [par la colonisation et les politiques de suppression des feux] » pour renouer avec un passé pré-colonial : celui où ses ancêtres se servaient librement du feu. Si elle n'a pas encore l'autorisation de brûler la parcelle urbaine, elle pratique ailleurs des brûlages contrôlés.

Pour elle, ces brûlages sont des expériences sensorielles précieuses. Elle raconte que, une fois le feu posé à terre au moyen d'une brassée de végétation sèche et enflammée, s'enclenche une danse sensorielle : il faut être attentive au vent, à son intensité et ses changements de direction ; sensible à l'humidité de l'air et du sol, en écoutant le craquement des feuilles et brindilles, en sentant sa gorge s'assécher ou au contraire sa peau transpirer ; enfin, il faut regarder, renifler et suivre le feu, sa chaleur, son mouvement, son odeur, son embrasement ou son essoufflement.

Si elle reconnaît que, depuis 2018, la question du feu, en Californie en général, au sein du comté de Butte en particulier, est marquée par un traumatisme collectif, elle voit cependant dans l'augmentation des méga-feux une opportunité de faire valoir la nécessité de réinvestir politiquement et physiquement la relation au feu.

Un savoir à expérimenter

Meredith partage cet avis. Déléguée générale d'une association de protection pour l'environnement, elle développe, depuis 2018, un réseau d'entraide et d'auto-formation aux brûlages contrôlés à destination des particulier·es, la *Prescribed Burn Association* (PBA). Pour elle, apprendre à manier le feu revient à « rembourser une dette » à la forêt et aux populations autochtones massacrées.

Le 5 décembre 2021, je me joins à l'un de leur brûlage collectif. Nous nous retrouvons chez Germain. Parmi la vingtaine de personnes présentes, seul·es Mel et Joe sont des professionnel·les du feu. Salarié·es de l'association qu'ils ont créée, iels se déplacent à travers les États-Unis pour former les particulier·es qui ont le désir d'apprendre à se servir du feu comme d'un outil. Iels transmettent leur savoir non pas par un cours ou une démonstration, mais par le fait de faire, d'être là, d'observer et de sentir. Le feu se rencontre physiquement : c'est l'expérience d'une nouvelle corporalité.

Ce jour-là, l'objectif est de brûler le sous-bois de trois pinèdes. Membre de la PBA, Germain aimerait pouvoir ensuite mener ce type de brûlage en autonomie avec ses voisin·es afin de se passer d'engins pour débroussailler son terrain. Durant plusieurs heures, nous brûlons sans nous arrêter. C'est une épreuve physique qui demande une concentration et une endurance extrêmes. Réparti·es en trois équipes de quatre à cinq personnes, nous nous munissons d'une pioche, d'un sac à dos rempli d'eau et de quoi manger, de chaussures de chantier, d'un chapeau ou d'un casque et de gants de cuir. Porter le même attirail que l'ours Smokey – qui, ici, ne nous servira pas à éteindre le feu, mais à l'allumer – montre la porosité des pratiques et le pouvoir des rhétoriques qui construisent des discours dans lesquels les deuxièmes finissent par enfermer es premières.

Une équipe est en charge de l'ignition, c'est la *firing team* – j'en fais partie. Nous portons une lourde torche remplie de carburant. L'ensemble des équipes opère sous les consignes de Joe et Mel, les « chef·fes du feu » qui définissent la stratégie et sont responsables de l'ajuster au fur et à mesure de l'évolution des conditions climatiques.

Nous commençons tôt pour respecter le cadre légal. Aujourd'hui, les brûlages sont encadrés par des permis et des demandes d'autorisation ; le fait de mettre le feu demeure du domaine des institutions qui sont en charge du risque qu'il représente. Celles-ci contrôlent le feu, donc son usage, l'élément n'appartenant ni aux particulier·es ni à toustes, mais seulement aux professionnel·les, dans la continuité de l'histoire coloniale qui a confisqué le feu aux populations autochtones et

continue de refuser de le rendre. Accompagné par la PBA, il a fallu plusieurs mois à Germain et sa femme pour constituer l'épais dossier de demande de permis envoyé au comté et à CalFire. Pour Germain, « c'est fait pour décourager », alors qu'il lui paraît essentiel de pouvoir se ré-approprier un savoir-faire et permettre à d'autres de s'y former. En tant que particulier·e, vouloir faire usage du feu, c'est-à-dire mener un brûlage contrôlé, c'est donc à la fois se confronter aux réflexes coloniaux des institutions en question et s'inscrire dans une démarche décoloniale.

Nous avançons doucement, le temps que chacun·e prenne confiance en ses gestes et en ce qui l'entoure. Il n'est pas aisé de se laisser aller en étant entouré·e de feu : l'injonction à se tenir éloigner des flammes est viscéralement ancrée en nous. Mais petit à petit, l'on se rend compte que tout ne brûle pas aussi facilement que ce que l'on croit. Le feu est bien plus fragile et délicat que l'image qu'on a de lui : il faut des conditions très particulières pour qu'il prenne. C'est là l'un des enjeux de cette journée : apprendre en faisant et cet apprentissage passe par la mise à l'épreuve de nos corps. Le poids de la torche, la chaleur des flammes, la lenteur de la marche, le dessèchement de la peau, l'augmentation de la soif sont autant d'activations de nos sens et d'incorporation des subtilités de ce savoir.

Mel et Joe sont ici avec leur fils de deux ans. Avant de commencer le brûlage, tandis que ses parents nous briefent, il joue avec un briquet et met le feu aux feuilles qui se trouvent à sa portée. L'un des participants commente la scène : « il sera pompier cet enfant ! ». Son père rectifie : « Non, il allumera le feu ! ». Valoriser non plus l'extinction mais l'ignition, c'est la proposition que cette journée nous fait éprouver. Joe et Mel tiennent à ce que leur fils soit présent lors de ces brûlages afin qu'il apprenne à côtoyer cet élément et vivre *avec* lui et non dans la crainte de ses flammes.

Brûler pour vivre en diplomatie

Rompre avec l'héritage colonial revient à refuser la façon d'être avec le feu qu'il impose. Si le besoin de transformation de la relation au feu par la pratique du brûlage contrôlé émane d'abord de représentant·es du peuple autochtone, il est également présent dans d'autres cercles citoyen·nes non autochtones et se diffuse jusqu'au cœur de l'USFS. Cette pratique du brûlage contrôlé par des particulier·es formé·es permettrait, à terme, de pouvoir laisser brûler les feux naturels et ainsi d'établir une relation diplomatique avec le feu. Il deviendrait alors non plus un élément de la « Nature » tel que l'envisage la cosmologie naturaliste – et les politiques coloniales californiennes – mais l'élément d'une relation vivante, animée et mouvante.

Grâce à l'ethnographie, cet article donne à voir comment les savoirs-faire liés au feu se pratiquent, s'incorporent, se transmettent et transforment les rapports à l'environnement. A travers l'analyse de différentes manières d'appréhender le feu – portées et expérimentées par divers acteur·ices – cet article interroge les relations des humains à l'environnement particulier qu'est la forêt et à l'histoire des politiques qui ont encadrées la relation au feu et montre comment l'expérience traumatique du méga-feu ré-inscrit les rapports humains-feu dans des expériences sensibles qui engagent les corps, tout en les reterritorialisant.

Bibliographie

- Agee J. K. (2006), « Foreword », *Fire in California's Ecosystems*, University of California Press, xi-xiii.
- Anderson M.K. (2005), *Tending the wild: Native American knowledge and the management of California's natural resources*, Berkeley, University of California Press.
- Boutié É. (2020), « Partager un monde pollué », *Monde commun*, 5, p. 144-166.

Elise Boutié, « De la peur à la danse du feu ? Apprendre à vivre avec le feu après un méga-incendie en Californie du nord », *Socio-Anthropologie*, 48, p.49-62, 2023.

- Capozzola C. (2008), *Uncle Sam Wants You, World War I And the Making of the Modern American Citizen*, Oxford, Oxford University Press.
- Chase J., Hansen P. (2021), « Displacement after the Camp Fire: Where are the Most Vulnerable? », *Society & Natural Resources*, <https://doi.org/10.1080/08941920.2021.1977879>.
- Dunbar-Ortiz R. (2014), *An Indigenous People's History of the United States*, Boston, Beacon Press.
- Dupuy J.-P. (2002), *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Seuil.
- Fisher A. (2000), « Working the Indian Way: The Southwest Forest Firefighter Program and Native American Wage Labor », *The Journal of Arizona History*, 41 (2), p. 121-148.
- Globalforestwatch.org
- Hamideh S., Sen P., Fischer K. (2021), « Wildfire impacts on education and healthcare: Paradise, California, after the Camp Fire », *Natural Hazards*, 111, p. 352-387.
- Hankins D. L. (2008), « Native Californian Use of Fire in Weed Management ». *Proceedings from the California Invasive Plant Council's 2008 Conference*.
- Hankins D. L. (2009), « The Effects of Indigenous Prescribed Fire on Herpetofauna and Small Mammals in Central California Riparian Ecosystems », *California Geographer*, 49, p. 31-50.
- Johnson L. (2021), *Paradise, One Town's Struggle to Survive an American Wildfire*, New York, Crown Publishing.
- Latour B. (2015), *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte.
- Mistry J., Bilbao B A., Berardi A. (2016), « Community owned solutions for fire management in tropical ecosystems: case studies from Indigenous communities of South America », *Philosophical Transactions: Biological Sciences*, 371 (1696), p. 1-10.
- Morizot B. (2016), *Les Diplomates. Cohabiter avec les loups sur une autre carte du vivant*, Marseille, Wild Project.
- Odimayoni T. O, Proctor C. R., Wang Q. E. (2021), « Water safety attitudes, risk perception, experiences, and education for households impacted by the 2018 Camp Fire, California », *Natural Hazards*. En ligne : <https://doi.org/10.1007/s11069-021-04714-9>.
- Pyne S. J. (2017 [1982]), *Fire in America. A Cultural History of Wildland and Rural Fire*, Seattle, University of Washington Press.
- Pyne S.J. (2016), *California, A Fire Survey*, University of Arizona Press.
- Rigolot E., Dupuy J.-L., Pimont F., Ruffault J. (2020), « Les incendies de forêt catastrophiques », *Annales des mines - Série Responsabilité et environnement*, 98 (2), p. 29-35.
- Rooney B., Wang Y., Jing J. H., Zhao B., Zeng Z.-C., Seinfeld J. (2020), « Air quality impact of the Northern California Camp Fire of November 2018 », *Atmospheric Chemistry and Physics*, 20 (23), p. 14597-14616. En ligne : <https://doi.org/10.5194/acp-20-14597-2020>.
- Zask J. (2019), *Quand la forêt brûle. Penser la nouvelle catastrophe écologique*, Paris, Premier Parallèle.

Fire in Paradise, documentaire produit par Frontline, PBS, réalisé par Jane McCullen, 30 octobre 2019.